



Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.12/211**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 10 décembre 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	25
Nombre de Pouvoirs .....	07
Nombre de Votants .....	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPET**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT  
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS  
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH  
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE  
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES  
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

**Excusé**

Gilles **LEBRETON**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 10 décembre 2018

**2018.12/211**

### **FINANCES – TRANSPORT ET DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITÉ – ENEDIS - CONCESSION – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – REDEVANCE – PERCEPTION – AUTORISATION.**

**M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire** - L'année 2019 constitue la dix-septième année d'application du dispositif de revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité, depuis la parution du décret n°2002-409 du 26 mars 2002.

Les coefficients multiplicateurs, ainsi que le mécanisme de calcul de pondération retenus, varient selon cinq strates de population. Ainsi, la formule mentionnée respectivement aux articles R.2333-105 et R.2333-4 du code général des collectivités territoriales permettant de calculer la redevance maximum pour les communes dont la population est supérieure à 5 000 habitants et inférieure ou égale à 20 000 habitants est la suivante :

$PR (\text{plafond de la redevance}) = (0,381 P - 1\,204) \text{ euros}$

où P représente la population sans double compte de la commune telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

De plus, le plafond de redevance mentionné précédemment évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au journal officiel du 1<sup>er</sup> mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier. Le montant à mettre en recouvrement se voit appliquer la règle de l'arrondi telle que fixée à l'article L. 2322-4 du code général des collectivités territoriales.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

**VU** la loi n° 53-661 du 1<sup>er</sup> août 1953 fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz, et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz ;

**VU** la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2333-84 et R. 2333-105 et suivants fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public notamment par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité ;

**VU** le budget primitif de l'exercice 2019

## CONSIDERANT :

- que l'année 2019 constitue la dix-septième année d'application du dispositif de revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité, depuis la parution du décret n°2002-409 du 26 mars 2002 ;

- qu'il convient de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité pour l'année 2019, au plafond de la redevance (PR) maximum établi comme suit :

PR (plafond de la redevance) = (0,381 P - 1 204) euros

Où P représente la population sans double compte de la commune telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ;

- qu'il convient d'autoriser la révision annuelle de cette redevance au taux maximum prévu par application de la règle de revalorisation définie par le CGCT, et de l'indication du ministère de la transition écologique et solidaire ayant décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal Officiel de la République Française ;

**VU** le rapport de Monsieur l'Adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

**Après en avoir délibéré,**

## DECIDE

- **de fixer** le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tel que défini ci-avant, conformément aux dispositions du CGCT ;

- **d'autoriser** la revalorisation annuelle de cette redevance conformément aux dispositions précitées ;

- **de faire procéder** à l'émission des titres de recette à l'encontre du gestionnaire du réseau de distribution ENEDIS correspondant à la redevance annuelle due pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité, après en avoir fixé le montant chaque année comme suit :  
PR =(0,381 P - 1 204) euros, où PR est le plafond de redevance due pour l'occupation du domaine, et P représente la population totale de la commune telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'INSEE ;

- **d'autoriser** le recouvrement de la redevance citée précédemment ;

### Imputations budgétaires

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction : 810 – Services Urbains

Nature et intitulé : 757 – redevances versées par les concessionnaires

**ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.**

**Pour : 31**

**Contre : 1 (Aurélien LECACHEUR)**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***